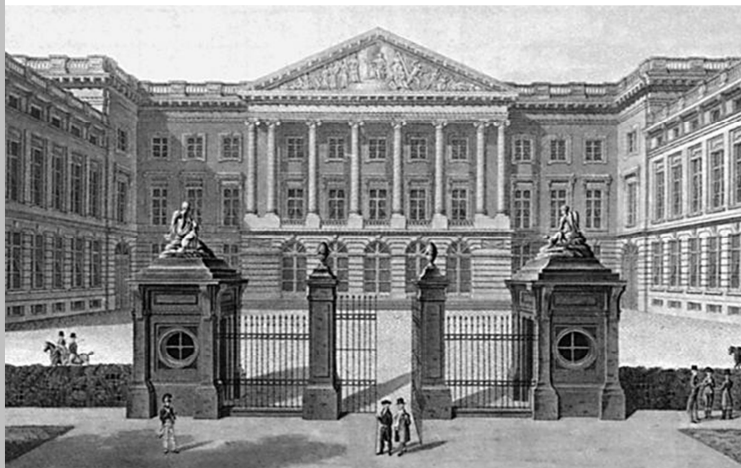


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2013-2014



5-119

Séances plénières
Mardi 15 octobre 2013
Séance de l'après-midi

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2013-2014

Handelingen

Plenaire vergaderingen
Dinsdag 15 oktober 2013
Namiddagvergadering

5-119

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Déclaration du gouvernement sur sa politique générale.....	4
Ordre des travaux	10
Excusés.....	11

Inhoudsopgave

Verklaring van de regering over haar algemeen beleid.....	4
Regeling van de werkzaamheden.....	10
Berichten van verhindering.....	11

Présidence de Mme Sabine de Bethune

(La séance est ouverte à 15 h 45.)

Déclaration du gouvernement sur sa politique générale

M. Elio Di Rupo, premier ministre. – La déclaration gouvernementale qui va suivre n'est que la troisième de la présente législature, mais elle n'en sera pas moins la dernière, puisqu'en mai de l'année prochaine se tiendront les élections européennes, régionales et fédérales. L'heure du bilan aura alors sonné, le moment de la confrontation des idées et de la comparaison des projets sera venu. Mais nous n'en sommes pas encore là.

L'heure n'est pas encore aux envolées électorales, l'heure est toujours au travail. Il n'est donc pas question de nous reposer sur nos acquis, même s'ils sont considérables.

Mes chers collègues, en moins de deux ans, nous avons stabilisé notre pays et l'avons remis sur les bons rails. Aux défis socio-économiques, nous répondons par un travail intense et sérieux. Au découragement compréhensible que connaissent parfois nos citoyens et nos entreprises, nous répondons par des mesures et l'ambition d'aller de l'avant, et nous continuerons.

Après la plus longue crise politique de l'histoire de la Belgique, il nous fallait sortir notre pays de l'ornière communautaire et budgétaire. Le nœud gordien qu'était BHV a été tranché.

Les débats parlementaires sur la deuxième phase de la sixième réforme de l'État débiteront prochainement afin que la réforme de l'État puisse être intégralement adoptée d'ici à la fin de l'année.

Le CD&V, le sp.a, l'Open Vld, Groen, le PS, le MR, le cdH et Ecolo ont respecté leurs promesses institutionnelles. Nous aurons réalisé la plus grande réforme de l'État belge. Les allocations familiales, l'emploi, les soins de santé, ... : à partir du 1^{er} juillet 2014, un paquet de compétences représentant quelque 20 milliards d'euros sera transféré vers les entités fédérées. À partir de l'année prochaine, le centre de gravité se déplacera définitivement du pouvoir fédéral vers les régions et les communautés.

Nous aurons ainsi construit une Belgique plus moderne, un pays mieux dans sa peau, prêt à repartir de l'avant.

L'année 2014 sera cruciale pour préparer la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État.

Dans les prochains mois, l'État fédéral va collaborer étroitement avec les Régions et les Communautés pour les aider à accueillir ces nouvelles responsabilités et à garantir une transition fluide pour les citoyens et les entreprises.

Je voudrais néanmoins vous faire part de ma conviction. Les Régions et Communautés auront besoin de temps pour bien mettre en place un changement aussi fondamental. Les cinq années de la prochaine législature ne seront pas de trop pour s'approprier ce nouveau cadre institutionnel.

Sur le plan budgétaire, nous réalisons un énorme travail de

Voorzitter: mevrouw Sabine de Bethune

(De vergadering wordt geopend om 15.45 uur.)

Verklaring van de regering over haar algemeen beleid

De heer Elio Di Rupo, eerste minister. – Deze regeringsverklaring is nog maar de derde van deze legislatuur, maar het is wel al de laatste. In mei volgend jaar zijn er Europese, regionale en federale verkiezingen. Dat zal het moment zijn om de balans op te maken. Om de confrontatie van ideeën aan te gaan. En om projecten met elkaar te vergelijken.

Maar zover zijn we nog niet.

Het is nog te vroeg voor electoralisme en verkiezingskoorts, er is nog veel werk aan de winkel. We mogen niet op onze lauweren rusten, ook al kunnen we intussen bogen op een fraai palmares.

Beste collega's, in minder dan twee jaar tijd hebben wij ons land gestabiliseerd en opnieuw op de rails gezet. Wij gaan de sociaaleconomische uitdagingen aan door hard en ernstig te werken. Wanneer onze burgers en bedrijven soms begrijpelijkerwijze het hoofd laten hangen, blijven we niet bij de pakken zitten: we nemen maatregelen en willen vooruit. En dat zullen we blijven doen.

Na de langste politieke crisis uit de Belgische geschiedenis moesten we ons land uit de communautaire en budgettaire problemen halen.

De gordiaanse knoop "BHV" behoort nu echt tot het verleden.

De parlementaire debatten over de tweede fase van de zesde staats hervorming gaan binnenkort van start, zodat de hele staats hervorming vóór het einde van het jaar kan worden goedgekeurd. CD&V, sp.a, Open Vld, Groen, PS, MR, cdH en Ecolo zijn hun institutionele beloftes nagekomen. We zullen de grootste staats hervorming van ons land hebben gerealiseerd. Kinderbijslag, werkgelegenheid, gezondheidszorg, ... Vanaf 1 juli 2014 verhuizen voor om en bij 20 miljard euro aan bevoegdheden naar de deelstaten. Het zwaartepunt verplaatst zich vanaf volgend jaar definitief van de federale overheid naar de gewesten en gemeenschappen.

Wij hebben van België op die manier een moderner land gemaakt, een land dat beter in zijn vel zit en dat opnieuw vooruit wil.

2014 zal van cruciaal belang zijn met het oog op de uitvoering van de zesde staats hervorming.

De komende maanden zal de federale overheid nauw samenwerken met de Gewesten en Gemeenschappen om deze voor te bereiden op de nieuwe bevoegdheden en ten overstaan van de burgers en bedrijven een vlotte overdracht te garanderen.

Ik ben oprecht van mening dat de Gewesten en Gemeenschappen tijd zullen nodig hebben om deze fundamentele veranderingen concreet gestalte te geven. Het is mijn overtuiging dat zij de volle vijf jaar van de volgende

redressement en accordant une attention toute particulière à la compétitivité des entreprises et au pouvoir d'achat des citoyens.

Nous avons assaini en profondeur nos finances publiques en privilégiant, chaque fois que ce fut possible, le dialogue et des accords entre patrons et syndicats.

Je ne reviendrai pas sur tout ce qui a été dit jeudi dernier à la Chambre. Je voudrais juste vous rappeler que nous travaillons pour garder la dette des autorités publiques en dessous de 100% du PIB.

Des mesures d'assainissement d'un total de 2,9 milliards d'euros nous permettront, en 2014, de réduire le déficit structurel de notre pays à 1,2% du PIB et le déficit nominal à 2,14% du PIB.

Le gouvernement remplit ainsi ses obligations à l'égard de l'Union européenne.

Le montant de l'effort cumulé réalisé depuis le début de la législature s'élève à quelque 22 milliards d'euros. Du jamais vu ! Grâce à ces efforts, notre pays échappera à la procédure pour déficit budgétaire excessif, et nous nous rapprochons résolument d'un équilibre budgétaire structurel.

Pour atteindre ces résultats, nous avons sabré dans les dépenses de l'État fédéral et pris une série de mesures fiscales raisonnables. Notre souci a été de répartir correctement et équitablement les efforts sur la base de la capacité contributive de chacun.

Les impôts sur le travail n'ont par conséquent pas été alourdis. Pour les bas revenus et les revenus moyens, la pression fiscale a été allégée, et la fiscalité sur les bénéficiaires des entreprises créant une plus-value n'a pas été majorée. La TVA n'a pas été augmentée, et nous sommes déterminés à engager la lutte contre les fraudes fiscale et sociale.

Reconnaissons-le, au fil des ans, notre système fiscal est devenu trop complexe. L'instauration d'un système fiscal plus juste et plus efficace est fondamentale pour la qualité de vie et la cohésion de notre société. Une grande réforme fiscale est donc nécessaire, notamment pour rendre le travail plus attractif et pour poursuivre la diminution et le déplacement de la fiscalité du travail vers d'autres formes de contributions.

Ce déplacement, j'en suis convaincu, créerait des conditions favorables à l'augmentation du taux d'emploi, stimulerait la croissance économique et favoriserait la compétitivité de nos entreprises. Certaines et certains d'entre vous sont déjà pleinement engagés au sein de la Commission parlementaire mixte chargée de la réforme fiscale. Au nom du gouvernement, je les remercie de leur implication dans ces travaux.

Depuis 2011, le gouvernement applique ce que nous appelons la « recette belge ». La recette belge, c'est d'abord d'éviter de plonger notre pays dans la spirale de la récession, comme c'est malheureusement le cas dans de très nombreux pays.

La recette belge, c'est ensuite un équilibre entre rigueur budgétaire et mesures de relance. Nous sommes un des rares

legislature zullen nodig hebben om zich dit nieuwe institutionele kader eigen te maken.

Op het budgettaire vlak wordt er volop gewerkt aan het herstel door bijzondere aandacht te besteden aan het concurrentievermogen van onze bedrijven en de koopkracht van onze burgers.

Wij hebben de overheidsfinanciën grondig gesaneerd door zo veel mogelijk plaats te geven aan overleg en afspraken tussen werkgevers en vakbonden.

Ik zal niet terugkomen op wat er vorige donderdag al in de Kamer werd gezegd. Ik zou alleen nogmaals willen onderstrepen dat wij er alles aan doen om de overheidsschuld op minder dan 100% van het bbp te houden.

Door saneringsmaatregelen voor een bedrag van 2,9 miljard euro kunnen wij in 2014 het structurele tekort van ons land terugbrengen tot 1,2% van het bbp en het nominale tekort eveneens doen dalen tot 2,14% van het bbp.

Zo komt de regering haar Europese engagementen na.

Sinds het begin van de legislature werd een gecumuleerde inspanning van zo'n 22 miljard gedaan. Dat is ongezien! Al deze inspanningen zullen ons land uit de buitensporigtekortprocedure halen en we komen resoluut dicht bij een structureel begrotingsevenwicht.

Om dit resultaat te bereiken hebben we de federale uitgaven van de overheid sterk verminderd en ook redelijke fiscale maatregelen genomen. We hebben gestreefd naar een correcte en evenwichtige inspanning, rekening houdend met eenieders vermogen om bij te dragen.

Daarom hebben we de belasting op werk niet verhoogd, de fiscale druk voor de lage en middelhoge inkomsten uit arbeid verlicht, de fiscaliteit op de winsten van bedrijven die toegevoegde waarde creëren, niet verhoogd en de btw niet verhoogd, en zijn we vastberaden de strijd aangegaan tegen fiscale en sociale fraude.

We kunnen er niet omheen dat onze fiscaliteit in de loop der jaren te complex is geworden. De invoering van een billijker en doelmatiger belastingstelsel is essentieel voor de levenskwaliteit en de cohesie in onze samenleving. Een grote fiscale hervorming dringt zich bijgevolg op, meer bepaald om werken lonender te maken en de lasten op arbeid verder te verlagen en te verschuiven naar andere vormen van belasting.

Ik ben ervan overtuigd dat zo'n lastenverschuiving het werkgelegenheidsklimaat gunstig zou beïnvloeden, de economische groei zou aanzwengelen en de competitiviteit van onze ondernemingen zou verhogen. Sommigen onder u werken hier al volop aan in de gemengde parlementaire commissie belast met de fiscale hervorming. Namens de regering wil ik u bedanken voor uw bijdrage aan die werkzaamheden.

Sinds eind 2011 past de regering het zogenaamde Belgische recept toe. Dat Belgische recept bestaat er allereerst in te voorkomen dat ons land in een neerwaartse recessiespiraal belandt. Te veel landen bevinden zich momenteel in die situatie.

Het Belgische recept bestaat er voorts in het evenwicht te

pays européens à respecter nos engagements budgétaires et à soutenir nos entreprises et le pouvoir d'achat des citoyens. Dans cette optique, nous dégageons, rien qu'en 2014, 1,1 milliard d'euros pour contribuer à la relance économique de notre pays.

L'an passé, je vous avais parlé d'un certain Kevin, qui m'expliquait ses difficultés et celles de sa famille à joindre les deux bouts. Le gouvernement tient parole : le salaire poche, soit le salaire net de 1,4 million de travailleurs, va augmenter.

De plus, les actions du gouvernement fédéral ont permis de ramener les prix de l'électricité et du gaz dans la moyenne des pays voisins. Nous continuerons à travailler pour réduire au maximum la facture d'énergie.

Avec l'accord historique sur le statut ouvriers-employés, le gouvernement améliore aussi les salaires et les conditions de travail de 1,2 million d'ouvriers dans notre pays. Sans supprimer l'indexation, le gouvernement est le premier depuis 1996 à prendre à bras-le-corps le défi de l'écart salarial avec les pays voisins.

En instaurant une norme salariale de 0% pour 2013 et 2014, en abaissant les cotisations patronales et en maîtrisant l'inflation, le gouvernement permet une économie de 2,4 milliards d'euros sur les coûts salariaux de nos entreprises.

Les petites entreprises seront encore davantage encouragées à engager des travailleurs. Ainsi, les aides en la matière sont élargies et concernent désormais les cinq premiers recrutements. Ces entreprises réaliseront ainsi une économie de 22 000 euros par an.

En outre, la déduction pour investissement à l'intention des PME est élargie en vue de stimuler les investissements et, à terme, la création d'emplois. De plus, le gouvernement finalisera le projet relatif aux prêts citoyens thématiques en vue de mobiliser l'épargne pour des projets socioéconomiques.

C'est bien connu : de notre capacité à mettre en œuvre les innovations dépendra notre avenir économique par rapport au reste du monde. C'est en ayant à l'esprit cet impératif que nous avons pris plusieurs mesures phares pour encourager la recherche scientifique.

En développant sa stratégie de relance, le gouvernement fédéral a été un pionnier dans l'Union européenne. Aujourd'hui, les regards de nombreux citoyens européens se tournent vers notre pays.

La recette belge porte ses fruits. Notre pays se sort mieux de la crise que la plupart des pays de la zone euro. Nous percevons les premiers signes d'une reprise de notre économie, même si elle reste fragile.

Dans notre pays, trop de citoyens, parmi lesquels des enfants, vivent dans la pauvreté ou dans la précarité. Au mois de septembre, le nombre des faillites a atteint un triste record. Le nombre de travailleurs qui perdent leur emploi reste trop élevé car, même si notre situation est meilleure que celle d'autres pays européens, chaque emploi perdu en est un de trop.

bewaren tussen begrotingsdiscipline en herstelmaatregelen. België is een van de weinige EU-landen die hun begrotingsverplichtingen nakomen en hun ondernemingen en de koopkracht van de burgers ondersteunen. In het kader hiervan trekken we in 2014 alleen al 1,1 miljard euro uit voor het economische herstel van ons land.

Vorig jaar vertelde ik u het verhaal van Kevin, die me had beschreven hoe moeilijk hij en zijn familie het hadden om de eindjes aan elkaar te knopen. De regering houdt haar woord: 1,4 miljoen werknemers zullen een hoger nettoloon krijgen.

Dankzij initiatieven van de regering daalden de elektriciteits- en gasprijzen tot het gemiddelde prijsniveau in onze buurlanden. We zullen ons blijven inzetten voor een zo laag mogelijke energiefactuur.

Dankzij het historische akkoord betreffende het eenheidsstatuut voor arbeiders en bedienden verbetert de regering ook het loon en de arbeidsvoorwaarden van 1,2 miljoen arbeiders in ons land. De regering is de eerste sinds 1996 die de loonkloof met de buurlanden wil aanpakken zonder aan de loonindexering te raken.

We bereiken dit ook door voor 2013 en 2014 een loonnorm van 0% in te stellen, evenals door de verlaging van de werkgeversbijdragen. Door de beheersing van de inflatie zorgt de regering voor een besparing op de loonkost van onze ondernemingen van 2,4 miljard euro.

Kleine ondernemingen zullen nog meer worden aangemoedigd om werknemers aan te werven. Zo wordt de steun uitgebreid naar de eerste vijf aanwervingen. Voor deze ondernemingen komt dat neer op een besparing van 22 000 euro per jaar.

Daarnaast wordt de investeringsaftrek voor kmo's uitgebreid om investeringen, en op termijn, jobcreatie te stimuleren. Verder zal de regering het project over de thematische volksleningen afwerken om spaargeld te mobiliseren voor sociaaleconomische projecten.

Het is genoegzaam bekend dat ons vermogen om te innoveren bepalend zal zijn voor onze economische toekomst in vergelijking met de rest van de wereld. Met dat leidmotief voor ogen hebben wij verstrekkende maatregelen genomen om het wetenschappelijk onderzoek te bevorderen.

De federale regering was met haar relancestrategie een van de voorlopers binnen de Europese Unie. Vandaag kijken vele Europese burgers met interesse naar ons land.

Ons Belgisch recept werpt vruchten af. Ons land komt beter uit de crisis dan de meeste landen van de eurozone. We zien de eerste tekenen van heropleving van onze economie, maar ze blijft kwetsbaar.

Te veel mensen en kinderen in ons land blijven in of op de rand van de armoede leven. In de maand september werd het trieste record bereikt van het hoogste aantal faillissementen. Het aantal mensen dat zijn job verliest, blijft te hoog. Zelfs al is onze situatie beter dan in andere Europese landen, elke job die verloren gaat, is er één te veel.

Je pense à tous les drames sociaux que représente la perte d'emploi pour des milliers de personnes.

C'est pourquoi le gouvernement poursuit sa politique de l'emploi active, entre autres en soutenant les nombreux jeunes à la recherche d'un emploi.

Les défis restent importants. Plus que jamais, l'État fédéral, les régions et les communautés doivent unir leurs forces pour accélérer la relance économique. Notre pays a plus que jamais besoin d'une relance interfédérale fondée sur les initiatives prises à chaque niveau de pouvoir et dont la coopération peut renforcer les effets. Nous allons dès lors poursuivre dans les prochaines semaines les contacts avec les régions et les communautés.

Je tiens à affirmer notre soutien et notre confiance à nos entrepreneurs, à nos PME et à nos indépendants. C'est en grande partie à leur engagement et à leur détermination que nous devons la force de notre économie. Cela mérite le respect.

En ce qui concerne les indépendants, le gouvernement a opéré une véritable révolution. Les cotisations sociales des indépendants seront dorénavant calculées sur la base des revenus de l'année en cours et non plus de ceux d'il y a trois ans. Les indépendants attendent cette mesure depuis plus de dix ans. Notre gouvernement l'a mise en œuvre.

Le gouvernement fournit également d'autres efforts importants au profit des travailleurs indépendants. Leur pension minimum et leurs allocations familiales seront ainsi alignées sur celles des travailleurs salariés.

Enfin, toutes les allocations sociales ont bénéficié de l'augmentation due à l'indexation et certaines d'entre elles ont été revalorisées grâce à l'enveloppe bien-être.

J'en viens à un dossier qui est au cœur de toutes les préoccupations depuis cinq ans : le secteur bancaire.

Les défaillances de ce secteur sont la cause principale de la crise économique. Dès lors, l'assainissement du secteur financier est et reste une priorité du gouvernement. Si des banques devaient rencontrer à nouveau des problèmes, elles devraient être refinancées au niveau européen et non plus au niveau national ! À cet égard, nous devrions parachever l'Union bancaire européenne.

Nous devons également protéger les citoyens qui ne désirent pas que l'on spéculé avec leur épargne. C'est pourquoi il est essentiel de prendre des mesures pour séparer les activités à risque des banques de leurs activités de dépôt.

Conformément à l'accord de gouvernement, le ministre des Finances formulera prochainement des propositions dans ce domaine. Dans le même temps, le gouvernement renforcera la protection des consommateurs dans les secteurs des assurances, du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire.

Notre pays dispose d'un atout majeur : la haute performance de sa sécurité sociale.

Ik denk aan alle sociale drama's die het verlies van een job teweegbrengt.

Daarom zet de regering haar actief werkgelegenheidsbeleid voort, onder meer ter ondersteuning van de vele jongeren die een job zoeken.

De uitdagingen blijven groot. Meer dan ooit moeten de federale staat, de gewesten en de gemeenschappen de krachten bundelen om de economische relance te versnellen. Meer dan ooit heeft het land een 'interfederale' relance nodig, gebaseerd op de initiatieven die op elk beleidsniveau worden genomen en waarvan het effect, door samenwerking, kan worden vergroot. De komende weken zullen we de contacten met de gewesten en de gemeenschappen dan ook in die zin voortzetten.

Ik wil ook een woord van steun en vertrouwen richten tot onze ondernemers, onze kmo's en onze zelfstandigen. De weerbaarheid van onze economie is voor een groot deel te danken aan hun inzet en vastberadenheid. Dat verdient respect.

Voor de zelfstandigen zorgt de regering voor een heuse revolutie. De sociale bijdrage van de zelfstandige zal voortaan worden berekend op basis van zijn of haar inkomsten uit het lopende jaar en niet meer op basis van de financiële inkomsten van drie jaar geleden. De zelfstandigen wachten hier al meer dan tien jaar op. Onze regering heeft ervoor gezorgd!

De regering levert ook andere aanzienlijke budgettaire inspanningen ten gunste van de zelfstandigen. Het minimumpensioen en de kinderbijslag van de zelfstandigen worden gelijkgeschakeld met die van de loontrekkenden.

Alle uitkeringen stegen trouwens door de indexering. Sommige uitkeringen werden ook opgetrokken met geld uit de welzijnsenveloppe.

Ik wil het thans hebben over een dossier dat de voorbije vijf jaar niet meer uit de actualiteit is verdwenen: de bancaire sector.

Het tekortschieten van de banken is de belangrijkste oorzaak van de economische crisis. De sanering van de financiële sector is en blijft dan ook een prioriteit voor de regering. Als er banken zijn die opnieuw in de problemen komen, dan zullen zij op het Europese en niet langer op het nationale niveau moeten worden geherfinancierd! In dat opzicht zouden we de oprichting van de Europese bankenunie moeten voltooien.

Wij moeten ook de burger beschermen, die niet wil dat er met zijn spaargeld gespeculeerd wordt. Daarom moeten wij absoluut werk maken van een scheiding tussen zakenbanken en depositobanken.

In overeenstemming met het regeerakkoord zal de minister van Financiën hierover binnenkort voorstellen formuleren. Tegelijk zal de regering de consumenten beter beschermen op het vlak van verzekeringen, consumenten- en hypotheaire kredieten.

Ons land beschikt over een belangrijke troef: het goed werkende stelsel van de sociale zekerheid.

L'assurance-maladie, qui couvre 100% de la population, en est une excellente illustration.

Un exemple : le traitement d'une fracture du bras coûte en moyenne à la sécurité sociale 1 700 euros. Le patient payera une soixantaine d'euros ; celui qui bénéficie d'une intervention majorée ne payera qu'une quinzaine d'euros. La différence, c'est la sécurité sociale qui l'assurera.

Le gouvernement a pris sous cette législature plusieurs mesures importantes pour améliorer encore l'accessibilité des soins de santé. Ainsi, toute personne qui doit séjourner à l'hôpital dans une chambre commune ou à deux lits ne paie plus de suppléments d'honoraires depuis le 1^{er} janvier.

Plus de 840 000 personnes dans notre pays souffrent d'une maladie chronique, comme le cancer, le diabète ou la sclérose en plaques. Pour ces personnes, le gouvernement a élaboré un nouveau statut qui leur permettra de réduire leurs factures de santé.

Nous avons aussi créé de nouveaux emplois dans ce secteur, que ce soit pour améliorer l'encadrement des patients atteints d'Alzheimer, pour alléger le travail des infirmières ou pour renforcer les équipes hospitalières qui travaillent en continu.

Les soins de santé ont certes largement participé à l'assainissement budgétaire et à l'effort commun. Mais les économies ont été réalisées, sans les faire supporter par les patients et sans toucher à la qualité des soins. Bien au contraire. Le gouvernement a dégagé des marges en 2014 pour investir dans trois priorités : les aides-soignants, le problème des gardes pour les médecins généralistes et les maladies rares.

Outre nos soins de santé, la sécurité sociale contribue également à nos pensions dont le gouvernement poursuit la réforme. Ainsi, la pension de survie sera réformée et le gouvernement poursuit la réforme du système de pension anticipée. Désormais, la règle générale veut que les personnes qui souhaitent partir à la retraite anticipée doivent travailler deux années de plus. En sachant que nous vivons en moyenne 16 années de plus par rapport à 1950, vous comprendrez que ces mesures sont absolument indispensables pour garantir à l'avenir notre système de pension. Nous maintenons par ailleurs l'âge légal de la retraite à 65 ans et nous ne touchons pas aux revenus des deux millions de retraités. Au contraire, nous avons relevé les pensions les plus faibles et toutes les pensions restent indexées.

L'une des principales priorités du gouvernement est la sécurité de nos concitoyens et de leurs biens, qui va de pair avec une justice efficace. Nous procédons dès lors à une réforme approfondie de la Justice, pour qu'elle soit plus efficace et plus proche de la population. Il en est question depuis l'affaire Dutroux et ce gouvernement y est parvenu.

Le nombre d'arrondissements judiciaires sera réduit en 2014 afin d'améliorer la cohérence tout en gardant une Justice accessible. Le problème des listes d'attente en matière de probation, de bracelet électronique et de peines de travail a entre-temps également été résolu au niveau des maisons de justice.

De ziekteverzekering, die 100% van de bevolking dekt, is daar een uitstekende illustratie van.

Een voorbeeld. De behandeling van een gebroken arm kost de sociale zekerheid ongeveer 1700 euro. De patiënt betaalt ongeveer 60 euro en wie recht heeft op een verhoogde tegemoetkoming, slechts 15 euro. Het verschil wordt door de sociale zekerheid bijgepast.

Tijdens deze zittingsperiode heeft de regering een aantal belangrijke maatregelen genomen om de gezondheidszorg nog toegankelijker te maken. Zo betaalt wie in een ziekenhuis in een gemeenschappelijke of tweepersoonskamer moet verblijven, sinds 1 januari geen ereloonsupplementen meer.

Meer dan 840 000 mensen lijden in ons land aan een chronische aandoening zoals kanker, diabetes of multiple sclerose. Voor die personen heeft de regering een nieuw statuut uitgewerkt, waardoor ze minder voor hun behandeling zullen moeten betalen.

We hebben ook nieuwe banen in die sector gecreëerd om de behandeling en begeleiding van alzheimerpatiënten te verbeteren, de werklust van de verpleegkundigen te verminderen en de ziekenhuisteams die continu werken, te versterken.

De besparingen in de gezondheidszorg hebben ongetwijfeld veel bijgedragen tot de begrotingssanering en de gemeenschappelijke inspanningen, maar ze werden uitgevoerd zonder dat de patiënten daarvoor moesten opdraaien en zonder dat de kwaliteit van de zorgverstrekking eronder geleden heeft. Integendeel zelfs, de regering heeft in 2014 bijgeplust om in drie prioriteiten te kunnen investeren: de zorgkundigen, het probleem van de wachtlijsten voor de huisartsen en zeldzame ziekten.

Behalve voor onze gezondheidszorg, zorgt de sociale zekerheid ook voor onze pensioenen. De regering zet de pensioenhervorming voort. Zo zal het overlevingspensioen worden hervormd en gaat de regering verder met de hervorming van het stelsel voor vervroegd pensioen. Voortaan is de algemene regel dat wie met vervroegd pensioen wil, twee jaar langer zal moeten werken. Als u weet dat we in vergelijking met 1950 gemiddeld zestien jaar langer leven, dan zijn deze maatregelen absoluut noodzakelijk om ons pensioensysteem in de toekomst te garanderen. Tegelijk houden we de wettelijke pensioenleeftijd op 65 jaar en raken we niet aan het inkomen van de 2 miljoen gepensioneerden. Integendeel, we hebben de laagste pensioenen verhoogd en alle pensioenen blijven geïndexeerd.

Een van de grote prioriteiten van de regering is de veiligheid van onze burgers en hun eigendom, gekoppeld aan een efficiënt werkend gerecht. Daarom zorgen we voor een grondige hervorming van de justitie, om ze efficiënter te maken en dichter bij de bevolking te brengen. Daar wordt al over gepraat sinds de zaak-Dutroux. Onze regering heeft het verwezenlijkt.

Het aantal gerechtelijke arrondissementen zal worden verminderd in 2014. Dat moet de coherentie verbeteren en de justitie tegelijk toegankelijk houden. Ondertussen werden ook de wachtlijsten voor probatie, enkelbanden en werkstraffen bij de justitiehuisen weggewerkt.

Dans une démocratie, la sécurité est un droit fondamental des citoyens. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé de renforcer la sécurité selon les priorités suivantes.

Nous augmentons la présence policière sur le terrain : 1 400 policiers ont été recrutés en 2012 et 1 500 en 2013, au lieu de la moyenne de 1 000 prévue antérieurement. Le gouvernement poursuit cet effort en 2014 : 1 400 candidats-inspecteurs seront à nouveau recrutés.

Les zones de secours seront mieux financées. Nous soutenons ainsi davantage les pompiers sur le terrain. Des pompiers supplémentaires pourraient être engagés en 2014.

Par ailleurs, le gouvernement continuera à s'investir dans la lutte contre le terrorisme et le radicalisme à portée violente.

Enfin, la sécurité, c'est aussi la protection de la vie privée, de nos intérêts économiques et de l'appareil de l'État. C'est pour cette raison que nous accélérons la mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité en mettant sur pied un centre belge de cybersécurité.

La politique d'asile et de migration constitue un autre grand chantier de ce gouvernement qui, dès son installation, a pris des mesures efficaces. Aujourd'hui, tout nouveau demandeur d'asile est accueilli dans de bonnes conditions. En 2014, les instances d'asile résorberont entièrement leur arriéré. Les demandeurs d'asile peuvent escompter une première décision dans les trois mois suivant l'introduction de leur demande. Il y a deux ans, un tel résultat aurait semblé utopique. Le gouvernement a travaillé d'arrache-pied pour y parvenir.

Hélas, les défis en matière de migration demeurent immenses, comme l'actualité récente l'a une fois de plus démontré. Une approche européenne coordonnée s'impose plus que jamais.

Je vous ai parlé de sécurité, de justice et d'asile. Je parlerai dans un instant de la Défense.

Toutes ces politiques ne peuvent être menées qu'avec des femmes et des hommes motivés et animés du sens de l'intérêt général. Je souhaite dans ce cadre rendre hommage et soutenir nos fonctionnaires qui contribuent à la qualité des services rendus aux citoyens. Ils le font dans un contexte de grande réduction du coût du fonctionnement de l'appareil de l'État.

D'une manière générale, l'exemple doit venir des autorités publiques et de leurs représentants. Je citerai, à cet égard, les mesures prises par le gouvernement pour ramener à un niveau décent les rémunérations des nouveaux gestionnaires d'entreprises publiques. Certains ne semblent toujours pas le comprendre : les managers d'entreprises publiques ont aussi une responsabilité à l'égard de l'État et donc des citoyens.

Le gouvernement poursuit d'ailleurs son travail : nous renforcerons les règles de gouvernance, notamment dans les entreprises publiques et veillerons à leur respect.

Je voudrais également dire un mot de nos soldats. Le département de la Défense a lui aussi contribué largement à l'effort d'assainissement des finances publiques tout en assurant différentes missions, que ce soit en Belgique ou à l'étranger : au Mali, dans la Corne de l'Afrique, au Liban et

Veiligheid is in een democratie een grondrecht van de burgers. Daarom heeft de regering besloten de veiligheid te verbeteren aan de hand van de volgende prioriteiten.

We zorgen voor meer blauw op straat: in 2012 werden er 1400 agenten aangeworven, en in 2013 1500, in plaats het aanvankelijk geplande gemiddelde aantal van 1 000. De regering zet die inspanning in 2014 voort: er zullen andermaal 1400 aspirant-inspecteurs worden gerecruit.

De hulpverleningszones zullen beter worden gefinancierd. We maken zo ook extra middelen vrij voor de brandweer. Zo zouden er in 2014 extra brandweermannen kunnen worden aangetrokken.

Voorts zal de regering zich blijven inzetten in de strijd tegen terrorisme en gewelddadig radicalisme.

Veiligheid betekent tot slot ook de bescherming van de privacy, van onze economische belangen en van het overheidsapparaat. Daarom voeren we de strategie inzake cyberveiligheid versneld uit, via de oprichting van een Belgisch centrum voor cyberveiligheid.

Een andere grote werf van deze regering is de asiel- en migratiepolitiek. Vanaf haar aantreden heeft de regering efficiënte maatregelen genomen. Vandaag worden alle nieuwe asielzoekers in goede omstandigheden opgevangen. In 2014 zullen de asielinstanties hun achterstand volledig wegwerken. Een asielzoeker mag een eerste beslissing verwachten binnen drie maanden na de indiening van zijn aanvraag. Twee jaar geleden leken dergelijke resultaten een utopie. Door hard te werken is de regering er vandaag in geslaagd.

De uitdagingen op het vlak van migratie blijven echter enorm. Dat toont de recente actualiteit opnieuw aan. De noodzaak aan een gecoördineerde Europese aanpak is groter dan ooit.

Ik heb het gehad over veiligheid, justitie en asiel. Zo meteen zal ik defensie aansnijden.

Het hele beleid krijgt maar vorm dankzij gemotiveerde vrouwen en mannen die het algemeen belang willen dienen. In dat verband wil ik mijn waardering en mijn steun uitspreken voor onze ambtenaren, die bijdragen aan de kwaliteit van de dienstverlening voor de burgers. Ze doen dat in een tijd waarin er sterk bespaard wordt op de kosten voor het functioneren van het overheidsapparaat.

In het algemeen zijn het de overheid en haar vertegenwoordigers die het goede voorbeeld moeten geven. Ik verwijs in dat verband naar de maatregelen die de regering neemt om de bezoldiging van de toekomstige bestuurders van overheidsbedrijven terug te brengen tot een decent niveau. Sommigen lijken het nog altijd niet te begrijpen: de managers van overheidsbedrijven dragen ook verantwoordelijkheid tegenover de Staat en dus tegenover de burgers.

De regering gaat voort op de ingeslagen weg: we zullen de regels met betrekking tot goed bestuur aanscherpen, met name in de overheidsbedrijven, en we zullen erop toezien dat ze worden nageleefd.

Zoals ik daarnet zei, wil ik het ook even over onze soldaten hebben. Defensie heeft eveneens aanzienlijk bijgedragen aan de sanering van de overheidsfinanciën, in combinatie met verschillende opdrachten in eigen land en in het buitenland, zoals in Mali, in de Hoorn van Afrika, in Libanon of in

en Afghanistan. Ceux qui sont partis en mission en Afghanistan rentreront définitivement au pays d'ici à la fin 2014. Nous pouvons être fiers de nos soldats.

En 2014, nous célébrerons les cinquante ans d'immigration turque et marocaine.

Les accords conclus à l'époque avec les pays d'origine nous rappelleront que la main-d'œuvre étrangère était souhaitée par la Belgique et qu'elle a largement contribué à notre prospérité. Ce fut aussi le cas de mon père et de la vague d'immigration italienne juste après la Deuxième Guerre mondiale.

La plupart des enfants et petits-enfants de ces travailleurs immigrés sont devenus pleinement citoyens de notre pays. Qu'ils sachent toute la reconnaissance du gouvernement et du pays entier à l'égard du dur labeur de leurs parents et grands-parents.

Il y a presque deux ans, notre pays était à la croisée des chemins, et ses responsables politiques ont dû choisir entre l'action ou la critique, le progrès ou l'inertie, la stabilité ou l'incertitude.

Aujourd'hui, deux ans après, le premier ministre que je suis est fier des choix que les partis politiques représentés au gouvernement fédéral ont faits à l'époque. Nous avons fait le choix de prendre les problèmes à bras-le-corps, de jeter des ponts et de proposer des solutions concrètes aux citoyens et aux entreprises. Plus que jamais, le gouvernement se doit de travailler au service de tous : citoyens, travailleurs, chefs d'entreprise, fonctionnaires et indépendants, jeunes, retraités, riches et pauvres, Flamands, Wallons et Bruxellois. Je suis en effet convaincu qu'au moment où la sortie de crise s'amorce, la société doit également sortir renforcée de cette épreuve.

En Wallonie, à Bruxelles et en Flandre, les talents sont innombrables. Les réussites se multiplient. En deux ans, c'est une évidence, notre pays a profondément changé et nous amplifierons la dynamique engagée.

Nous allons soutenir davantage les talents, libérer les initiatives et renforcer toutes les collaborations constructives. Ensemble, État fédéral, Régions, Communautés, citoyens et entreprises, nous sommes capables de grandes choses !

Oui, la confiance est de retour.

Avec cette confiance retrouvée, la Belgique va à nouveau de l'avant.

Merci pour votre attention.

(Vifs et longs applaudissements sur les bancs de la majorité)

Ordre des travaux

Mme la présidente. – L'ordre du jour de la présente séance est ainsi épuisé.

La discussion de la déclaration du gouvernement aura lieu le jeudi 24 octobre à 10 h.

(La séance est levée à 16 h 20.)

Afghanistan. De laatste soldaten keren tegen eind 2014 definitief uit Afghanistan terug naar huis. We mogen trots zijn op onze soldaten.

In 2014 vieren wij de 50e verjaardag van de Turkse en Marokkaanse immigratie.

Buitenlandse werkkrachten werden in ons land ingehaald, zo moge blijken uit de indertijd gesloten akkoorden met de landen van herkomst, en zij hebben in ruime mate bijgedragen tot onze welvaart. Ook mijn vader verkeerde in dat geval, en de Italiaanse immigratiegolf net na de Tweede Wereldoorlog past evenzeer in dat verhaal.

De meeste kinderen en kleinkinderen van die gastarbeiders zijn nu volwaardige burgers van ons land. De regering en het hele land zijn erkentelijk voor het harde labeur van hun ouders en grootouders.

Bijna twee jaar geleden stond ons land voor een keuze, stonden wij, de politieke verantwoordelijken, voor een keuze. Een keuze tussen ageren of bekritisieren. Een keuze tussen vooruitgaan of ter plaatse blijven staan. Een keuze tussen stabiliteit of onzekerheid.

Vandaag, twee jaar, later ben ik als eerste minister trots op de keuze die de partijen in de federale regering hebben gemaakt. Een keuze om de problemen aan te pakken, bruggen te bouwen en voor concrete oplossingen te zorgen voor de burgers en de ondernemingen. Meer dan ooit moet de overheid rekening houden met alle burgers. Met werknemers, ondernemers, ambtenaren, zelfstandigen, jongeren, gepensioneerden, rijk en arm, Vlamingen, Walen en Brusselaars. Omdat, beste collega's, ik ervan overtuigd ben dat, nu we uit de crisis raken, we ook sterker moeten staan als maatschappij.

In Wallonië, in Brussel en in Vlaanderen is er talent te over. We schrijven het ene succesverhaal na het andere. In twee jaar tijd is ons land ingrijpend veranderd, zoveel is duidelijk, en wij zullen die dynamiek nog versterken.

Wij zullen talenten beter ondersteunen, vrij baan maken voor initiatieven en constructieve samenwerking onderschragen. Federale Staat, Gewesten, Gemeenschappen, burgers en ondernemingen, samen zijn we tot grootse dingen in staat!

Er is opnieuw vertrouwen.

Met dat herwonnen vertrouwen gaat België weer vooruit.

Dank u voor uw aandacht.

(Langdurig en levendig applaus bij de meerderheid)

Regeling van de werkzaamheden

De voorzitter. – De agenda van deze vergadering is afgewerkt.

De bespreking van de verklaring van de regering vindt plaats op donderdag 24 oktober om 10 uur.

(De vergadering wordt gesloten om 16.20 uur.)

Excusés

M. Boogaerts, en mission à l'étranger, Mme Pehlivan et M. De Nijn, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Boogaerts, met opdracht in het buitenland, mevrouw Pehlivan en de heer De Nijn, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**